

La gâchette et l'acné p. 2

Du bon usage du mal p. 3

Des lectures p. 4

Une critique du Service National Universel (SNU) en résonnance avec la collaboration entre l'Education Nationale, le patronat, le secteur associatif et l'armée, avec en plus un tract contre le SNU trouvé à Toulouse

Une réflexion autour des guerres contemporaines, de leurs moyens et de leurs fins qui sont toujours les mêmes et de l'épineuse question des guerres qui se veulent "justes" qu'il est dangereux de gagner

Où l'on citera une déclaration du début du siècle et une chanson, et où l'on parlera besoin de cadre, de désertion et de tout ce qui nous rappelle que pour vivre il faudrait ne pas mourir pour des bêtises

Armée, n.f.

Le sens moderne se substitue au XVIe à l'ancien français *ost*, du latin *hostis*, d'abord « ennemi public », puis « troupe, armée », pour devenir « troupe ennemie » avec Rabelais. Le terme signifie aujourd'hui une troupe de brutes formées dans l'art de tuer. L'enrôlement se fait soit par la force, soit par l'invitation à se rendre utile à la société en tuant pour son profit. Attire particulièrement les jeunes prolétaires paumés en quête de cadre. Voir également : *décrochage*, n.m. ; *patrie*, n.f. ; *exploitation*, n.f. ; *abrutissement*, n.m.

#2



DE PASSAGE

Au cul les patries les frontières et les nations

Apériodique de critique sociale cuisiné maison / 2500 ex. distribués à la ville et à la campagne
Hiver et printemps 2020

J'aime la galette

Les annonces du gouvernement français quant à sa « politique d'immigration », à l'automne dernier, ont été remarquées (quand elles l'ont été, ce qui n'a pas fait trop de vagues non plus) pour des mesures comme la restriction de l'accès aux soins des sans-papiers, ou de la mise en place de quotas économiques selon les besoins du « marché de l'emploi » (ceci ne venant qu'officialiser une situation existante de fait).

L'une des mesures est pourtant encore possible à contrer : la construction de trois nouveaux CRA d'ici 2023, pour le plus grand plaisir de Castaner (ministre de l'Intérieur), qui s'enorgueillit : le nombre de places en CRA aura augmenté de 35 % par rapport au début du mandat.

Il semble que les chantiers aient lieu :

- à **Olivet** (près d'Orléans) : près du campus de la Source, **rue de Châteauroux** (90 places) ;

- vers **Bordeaux** : sur un terrain à **Pessac**, **sortie 13**, près de l'aéroport (140 places) ;

- vers **Lyon** : à **Colombier-Saugnieu**, non loin de l'aéroport Lyon Saint-Exupéry et du CRA déjà existant de 104 places (140 places) ;

À nos pierres, nos pincés-monseigneur et nos paquets de sucre !

Pour une poignée de dollars...

Le nerf de la guerre, on le sait, est toujours l'argent. Bonne nouvelle pour la France : son budget militaire augmentera encore (de +4,5%) en 2020, pour la troisième année consécutive. D'après la presse généraliste, les Armées bénéficient ainsi « de la plus forte hausse des crédits dans le projet de loi de finances pour 2020 ». Et selon les prévisions de la loi de programmation militaire 2019-2025 (LPM), ce n'est pas prêt de ralentir ! Tout ce fric ira fournir de nouveaux équipements de guerre, augmenter les rémunérations et prendre en charge les « surcoûts » des Opérations Extérieures (OPEX) et des Missions Intérieures (MISSINT).

Mais ce n'est pas la peine de hurler au loup quand il faut voir toute la meute : la hausse des budgets militaires est mondiale. Ils ont même atteint en 2018 leur niveau de 1988 (soit 1.822 milliards de dollars). Depuis dix ans, trois pays détiennent des records : +73 % pour le Pakistan, +28 % pour la Corée du Sud et +29 % pour l'Inde. S'il faut enfoncer des portes ouvertes, rappelons que les dépenses des uns nourrissent les recettes des autres, ces hausses de budget viennent engraisser non seulement les industries de guerre, mais aussi tous les professionnels du meurtre autorisé, du simple bidasse aux États eux-mêmes, qui restent les principaux acteurs de tous les conflits armés mondiaux.

Quelle connerie la guerre

En France, près d'un demi-million de personnes travaillent directement à rendre les guerres possibles : soit en faisant partie de l'armée, soit en bossant dans l'une des florissantes usines d'armement. À quoi il faut ajouter tout ceux qui travaillent dans les laboratoires de recherche sur la défense ou l'armement ; non seulement Saint-Cyr ou Polytechnique, mais aussi des labos au sein de facs tout ce qu'il y a de publiques et de généralistes : Montpellier 3, Panthéon-Sorbonne Paris I, l'Institut français de géopolitique de Paris 8, l'Université de Bordeaux, l'Université Grenoble Alpes, ou Lyon III par exemple. Il y a encore à ajouter tous les emplois indirectement créés par le maillage industriel sur le territoire : combien de communes dont les équipements sont arrosés par de grosses taxes locales directement issues de la vente d'armes ? Et aussi à ajouter le boulot que font des boîtes comme Havas en diffusant les campagnes de recrutement de l'armée française (3,9 millions d'euros touchés en 2016). Bref, en France, la tuerie fait vivre, si l'on ajoute tous les chiffres, au moins 3 % des « actifs-ayant-un-emploi »

Mais on aurait tort de ne voir dans la guerre qu'une histoire de gros sous. Faire la guerre en 2020 comme de tout temps, c'est aussi et toujours concourir pour le pouvoir. Créer des nations. Tracer des frontières. Faire des démonstrations de force. Les responsables n'ont pas grand-chose à cacher ; c'est Le Drian lui-même qui a déclaré à l'Assemblée, le 17 décembre 2019 : « Chacun le sait, ce qui se joue au Sahel, c'est notre propre sécurité en plus de celle des pays concernés ; c'est la frontière sud de la sécurité de l'Europe et c'est un enjeu essentiel. » George Mosse concluait en 1990 son étude sur la « brutalisation de la société » au XXème siècle par ces mots : « En fin de compte, le mythe de la guerre est indissociable du culte de la nation : si celui-ci tombe en désuétude, comme ce fut le cas après la Seconde Guerre mondiale en Europe centrale et occidentale, celui-là est fatalement affaibli, mais si les nationalismes ressurgissent, en tant que religion civique, le mythe, à nouveau, les accompagnera. » C'est valable aujourd'hui autant qu'hier.

Il y a en permanence 10 000 militaires déployés sur le territoire français, et des guerres aux quatre coins du monde. Il nous a donc semblé indispensable de s'attaquer à la question de l'armée, et, cela va de pair, à celle de la guerre. Si l'on veut aller au-delà des slogans, ce n'est pas si simple. On commence

par se heurter à sa propre ignorance : que sait-on précisément des guerres qui sont menées de nos jours ? On se rend compte en chemin qu'on manque d'outils, l'antimilitarisme n'ayant jamais été une spécialité française (on nous a fait remarquer que les traditions antimilitaristes espagnoles ou italiennes, par exemple, étaient bien plus fortes). Cela n'empêche pas d'avancer, mais le chemin reste plein d'ornières : il s'agit de déceler la guerre partout où elle se cache, sans trébucher sur les critiques qui ne seraient qu'économiques ; ou qui prendraient parti pour un camp ; ou qui confondraient antimilitarisme et le principe abstrait de la non-violence, quitte à laisser faire l'ordre social en place (en 1940 déjà, le fameux pacifiste Giono défendait Vichy « qui apportait la paix »). C'est ce chemin qu'on a tenté de faire avec le texte *Du bon usage du mal*.

C'est qu'il ne faudrait pas esquiver la question au prétexte qu'elle serait piégée. Et c'est joyeux de voir les oppositions franches que les jeunes expriment depuis plus d'un an au projet de SNU (Service National Universel) et à son abrutissement massif par l'uniforme, les pompes et la *Marseillaise*. On a voulu contribuer à l'opposition à ce projet avec le texte *La gâchette et l'acné*, en lisant dans son contexte cette pas-si-nouvelle forme de mise au pas des jeunes en lien avec l'armée, la patrie et le travail. Ailleurs dans le monde, des filles et des gars prennent des risques pour échapper au service militaire et refuser de servir-leur-patrie. On a voulu les saluer dans *Les sentiers de la gloire*.

En 1973, aux lendemains de la guerre du Kippour, un groupe de jeunes révoltés regroupés autour du journal *Désir libertaire* diffusait un tract qui s'attirait la fureur de tous les politiciens du Moyen-Orient. Le tract était intitulé *Contre les illusions nationalistes, pour une alternative internationaliste* et signé par trois groupes socialistes : un parisien, un algérien et un israélien. Malgré l'abîme qui nous sépare de leur socialisme, nous faisons nôtre la position que ces gens affirmaient il y a presque cinquante ans : nous ne soutenons aucun camp, soit-il « opprimé », « millénaire » ou autrement bienveillant, dans l'effort de la guerre ; et pour autant, nous ne soutenons aucun effort de paix avec nos maîtres. Vue la violence inhérente à cette société, on ne peut pas s'opposer à la guerre sans porter des coups à tout ce et à tous ceux qui en ont besoin.

L'ennemi est bête : il croit que c'est nous l'ennemi, alors que c'est lui !

J'en ris encore ! L'ennemi se déguise parfois en géranium mais on ne peut pas s'y tromper, car, tandis que le géranium est à nos fenêtres, l'ennemi est à nos portes.



Pierre Desproges

Manuel de savoir-vivre à l'usage des rustres et des malpolis

... et pour quelques dollars de plus !

L'industrie militaire française compte notamment huit poids lourds dont les sièges se situent sur le « territoire national » : Renault Trucks Defense, Airbus Groupe, Thalès, Safran, Nexter, Dassault Aviation, MBDA et DCNS. L'État est actionnaire des quatre premiers, et le jeu de la bourse rapporte plusieurs milliards par an à son budget. Ces industries comptent non seulement sur les commandes de l'État pour prospérer, mais également sur les ventes d'armes à l'étranger (attention, ces armes ne doivent servir "ni à commettre des crimes de guerre, ni à persécuter des populations", ouf !) ainsi que sur... la consommation civile. En effet, plusieurs de ces grands groupes (et la plupart de ceux qui sont plus petits mais innombrables) ne se limitent pas à produire du matériel militaire – et on les retrouve œuvrant à fournir du nucléaire civil, des hélicoptères, des ascenseurs et des avions, des logiciels d'identification biométrique, des technologies de télécommunication... La recherche et l'innovation font de permanents allers-retours entre les secteurs civils et militaires, se répandant dans tous les aspects de notre vie quotidienne.

Pour une analyse plus détaillée de l'économie de guerre française, on conseille la lecture de l'article *La France, fier exportateur mondial de mort hi-tech*, paru dans *Paris sous tension* #8 et disponible en ligne.

J'ai mis mon képi dans la cage
et je suis sorti avec l'oiseau sur la tête

Comme ils disent à Marseille...



Contre le SNU !

Un tract diffusé par les Jeunes Libertaires de Toulouse

Un air de service militaire

Aujourd'hui, la JDC, offrant aux jeunes Français 8 intenses heures de propagande militaire et étatique, n'est plus suffisante aux yeux du gouvernement pour remplacer le service militaire. Le Service National Universel (SNU), promesse de campagne d'Emmanuel Macron, s'imposera bientôt, et soumettra tous les jeunes de 16 ans à 30 jours (pendant les vacances) bien plus militarisés que ne voudrait le faire croire le gouvernement.

Chanter la Marseillaise tous les matins sous les drapeaux, apprendre à se mettre au garde-à-vous et à porter un uniforme, risquer la sanction au moindre écart ou à la moindre erreur (des pompes pour avoir mis les mains dans les poches...), le tout encadré par un personnel varié aux allures d'instructeurs et pour un budget mirobolant de plus de 1,5 milliards d'euros (2 000€ par jeune).

Une hypocrite et ridicule mascarade aux accents patriotiques qui nous offre des reportages télé hallucinants où l'on peut voir les volontaires du SNU, après avoir levé le drapeau et chanté la Marseillaise, confectionner des pancartes pour supporter l'équipe de France de football, dans un vain espoir de nous faire croire que le SNU, finalement, ça doit pas être si mal.

Jusqu'à-là, le SNU semble se fondre dans la masse des réformes aberrantes annoncées et mises en place par le gouvernement, et touchant principalement les lycéens, malgré quelques critiques et polémiques bien trop vite étouffées, émises après la diffusion des premières images du SNU en test.

Test auquel le gouvernement a pris soin de faire participer des jeunes sélectionnés parmi des volontaires ; voilà qui diminue déjà de beaucoup le risque de contestation de l'intérieur.

Obéir, ou refuser et résister ?

Inculquer aux lycéens la stricte obéissance aux règles, un respect aveugle et fervent pour les valeurs républicaines dans l'espoir d'ôter définitivement toute envie de remettre en question la société dans laquelle on vit et les piliers qui la soutiennent, au nom de règles et de valeurs que nous n'avons pas choisies et qui ne sont pas les nôtres ; apprendre à obéir au point de faire un malaise comme les 29 jeunes du 18 juin dernier lors de l'inauguration d'une statue de De Gaulle à Évreux (1).

Et cela en donnant encore plus de moyens au gouvernement pour repérer et fichier au plus tôt les réfractaires, pour toujours mieux satisfaire un insatiable et obsédant désir de contrôler la jeunesse.

Accepter le SNU, c'est accepter les valeurs qu'il veut nous inculquer : c'est accepter d'apprendre à perpétuer un système fondé sur des inégalités et la privation de la liberté individuelle de chacun, accepter de banaliser les usages de l'armée, accepter de ne plus ni choisir ni penser mais seulement d'obéir, au nom de la très abstraite Nation.

Le SNU c'est NON, pour nous et les générations à venir, discutons, organisons-nous, luttons !

jeuneslibertaires@riseup.net

(1). Lors de cette cérémonie d'inauguration, les volontaires du SNU ont dû planter en plein soleil jusqu'à ce que certains d'entre eux fassent un malaise. Diagnostic de la Préfecture : ils « ont subi un léger coup de chaud lié aux températures particulièrement élevées enregistrées hier, associées sans nul doute à une forme d'émotion liée au caractère solennel de la cérémonie ». CQFD !



La gâchette et l'acné

Le SNU considéré comme un arbre, et les dispositifs Armée - Jeunesse comme une forêt

Été 2019, deux mille volontaires, mineurs, suivent la première étape, dite « de cohésion » du tout nouveau, tout rutilant Service National Universel – le SNU. Ce service national est pensé en deux temps : le premier, de deux semaines, se fait « en brigade », loin de chez soi, et il s'agit d'un temps d'hébergement collectif avec apprentissage de la marche au pas, lever de drapeau, Marseillaise, entraînements sportifs et autres joyeuseries ; le second, de la même durée, est une « mission d'intérêt général » qui doit s'effectuer la même année auprès de « l'armée, des forces de sécurité ou de dispositifs de solidarité ». Voilà pour une présentation rondement menée.

Plusieurs critiques ont été exprimées contre ce dispositif patriotique, militariste et abrutissant (voir le tract ci-contre, l'une des quelques prises de position antimilitaristes et antipatriotiques contre le SNU). Un mouvement bien bordélique et joyeux pour s'y opposer a été lancé en 2018, notamment dans les lycées. Les syndicats lycéens ont depuis abandonné les revendications anti-SNU de leurs cahiers de doléances. Mais des groupes par-ci et par-là, ainsi que des lycéens en lutte dans le cadre du mouvement contre la réforme des retraites, s'efforcent encore d'aller à l'encontre de ce recyclage de la caserne.

Il a semblé intéressant d'approfondir la critique du SNU et de le reconnaître comme l'arbre qui cache la forêt. En effet, si l'on prend du recul, on s'aperçoit à quel point le SNU emprunte essentiellement à des dispositifs déjà bien existants, bien familiers, et dont le morcellement, pour les rendre plus discrets, ne les rend pas moins omniprésents.

L'armée a eu pendant des décennies pour mission de former la jeunesse – ce serait trop dommage de se passer de ses compétences historiques. Dès 1995, en relais de la suspension (alors à venir) du service militaire, le Ministère des armées crée une « Commission Armées-Jeunesse », histoire de ne pas trop perdre le contact. Depuis, les dispositifs se sont multipliés : il existe par exemple des « Classes Défense et Sécurité Globales » (yeahaa!) depuis 2005, qui sont des classes parrainées depuis le plus jeune âge, à savoir le primaire, oui oui, par des corps d'armée. Venues annuelles de militaires dans les salles de classe, visites de caserne et découverte du matériel pour les petits loulous, correspondance suivie entre les uns et les autres... Créés la même année, les centres de l'EPIDE sont des centres de « réinsertion sociale et professionnelle » pour élèves décrocheurs ou peu diplômés. On en ressort sans qualification, mais en ayant appris, encore une fois, à marcher au pas, à lever le menton quand on parade, à tenir ses mains dans le dos quand on attend, etc. Le but ? Comme le dit le directeur d'un de ces centres (il en existe 19 dans tout le territoire), ça permet aux jeunes d'adopter « des attitudes plus ajustées aux besoins des employeurs » et de ressortir avec un « fort quotient citoyen ». Ou comme le dit l'une des jeunes « ici on apprend à être comme tout le monde ». On compte enfin quatre cents Cadets de la Défense. Pas nombreux, il est vrai, mais on s'imagine la publicité que représentent ces minots, à peine sortis du collège et déjà tout emmilitarisés par de ludiques activités extra-scolaires.

Certains de ces dispositifs s'effectuent sur « volontariat », mais pas tous – surtout lorsqu'il s'agit de dispositifs s'adressant à des classes entières. On notera au passage que la moitié des "volontaires" en Epide viennent des quartiers "prioritaires", et on se passera de commentaire.

Il faut savoir par ailleurs, au chapitre volontariat, que le SNU est censé « achever le parcours citoyen » entamé dès l'école maternelle, et mené tout au long de la scolarité sans que leur avis soit demandé aux cohortes d'écoliers, collégiens et lycéens – et ce, pour le coup, au sein de scolarités tout à fait « générales ». Ce parcours, pensé depuis 2015, était d'ailleurs jusqu'alors présenté comme une préparation à la JAPD. C'est dire que le SNU est adossé à l'Éducation Nationale au moins autant qu'à l'armée (d'ailleurs c'est sur le site du Ministère de l'Éducation Nationale, et non de la Défense, qu'on trouve toutes les

informations sur le SNU) : on peut se poser la question de savoir de quoi cette éducation est faite ? Depuis la réforme des parcours d'histoire-géo, il existe un module transversal d'Enseignement de la Défense, avec de jolis intitulés de cours comme « Surveiller les territoires » (au programme : les flux migratoires en Méditerranée, la sécurité des aéroports...) ou « La conscription : penser le rôle des citoyens dans la défense ». À défaut d'obliger à porter les armes, l'Éducation Nationale veille au grain pour s'assurer que tous les élèves aient entendu parler de la grandeur militaire de la France.

Enfin, si le SNU clôt le « parcours citoyen » des écoliers et collégiens, il ouvre sur leur « parcours professionnel » (l'insertion professionnelle est l'un des objectifs affichés). Et il n'est pas anodin que la moitié de ce Service emprunte de fait bien plus à ce qui existe déjà sous le nom de

Service Civique qu'au service militaire des générations précédentes. D'ailleurs, c'est l'Éducation nationale qui le dit : « *La conscription, le service militaire, est avant tout l'obligation pour le citoyen, définie et encadrée par la loi, de servir son pays et d'abord par les armes. Au fil du temps, et de l'évolution des sociétés, ce service militaire a pris des formes nouvelles – de l'objection de conscience au service civil [transformé par la suite en service civique]* » ; c'est dire si c'est pas nous qui avons les idées toutes tordues de voir le mal partout. Depuis la suspension (et non la suppression) du Service militaire en 1997, ce qui a disparu des écrans c'est l'usage des armes obligatoire. Cependant, ce qu'il était possible d'effectuer en tant qu'objecteur de conscience reste : rendre service à « sa » Nation sans réclamer plus qu'une simple gratification et se rendre utile pour que rien ne change – le tout sous contrat avec la boîte qui accueille. En l'occurrence, les jeunes concernés par le SNU auront entre 15 et 16 ans : ils passeront la moitié de leur temps de SNU à travailler bénévolement (mais obligatoirement!) au bien de la Nation, histoire de comprendre un peu ce qui les attend à la sortie du bahut. Campagne de recrutement en vue pour l'armée ou les forces de sécurité, qui pourront à cette occasion briller par leur « attractivité » et s'offrir comme des offres de carrière faciles à décrocher en cas de besoin. Aubaine inespérée pour toutes les associations « de solidarité », d'éducation populaire ou humanitaire, lesquelles ne crachent pas sur de petites mains gratuites qui pourront à l'occasion se taper d'interminables journées d'accueil, de mise sous enveloppe ou de distribution de tracts.

Si faire son service auprès des ordures armées est difficilement autre chose que militarisme pur et dur, le rôle des associations ne devrait pas être négligé non plus. Ce qui réunit la quasi-totalité de l'univers associatif, c'est l'acharnement à assister ceux qui se trouvent victimes du cours normal des choses – au point où dans plusieurs secteurs, dont la gestion des flux migratoires, les associations sont

devenues absolument indispensables pour l'État. C'est donc aussi avec la bénédiction des associations de jeunesse, de celles notamment qui se targuent d'œuvrer pour « l'émancipation des jeunes » et la « formation de l'esprit critique » (cf. encadré), que la vaste opération SNU est rendue possible. Sans un réseau de relais aussi fort, on se doute que l'armée (à peine 300 000 personnes à l'heure actuelle, civils compris) aurait eu grand mal à absorber, chaque année, les cohortes d'âges prévues (soit environ 700 000 adolescents par année !).

C'est dans ce contexte-là que se fait la mise au pas des jeunes, que les deux semaines de leur engagement pour « l'intérêt général » se fasse auprès des tueurs uniformés ou des fidèles civils de cette société. Pour attaquer le SNU pour ce qu'il est vraiment, non seulement l'abrutissement par l'armée mais aussi l'apprentissage de l'obéissance au patron (ou à la patronne) et la fidélité à la meilleure des sociétés qu'on connaît, il est indispensable de le replacer dans son contexte et de prendre en compte toutes ses dimensions. Ainsi nous trouverons où se nichent les salauds amoureux des rangs, militaires ou civils.

Pour que l'arbre-SNU ne cache pas la forêt des conneries !

20 associations ayant signé la convention SNU

- L'AFEV
- ANIMAFAC
- ASSOCIATION JUNIOR
- LES CÉMÉA
- LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE
- LA CROIX BLANCHE
- FAMILLES RURALES
- FÉDÉRATION LÉO LAGRANGE
- FÉDÉRATION FRANÇAISE DE SAUVETAGE ET DE SECOURISME
- FRANCE TÉLÉVISION
- FRANCE VOLONTAIRE
- IFAC
- JEUNESSE EN PLEIN AIR
- LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT
- LE PROJET IMAGINE
- L'ORDRE DE MALTE
- PEP (PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC)
- UCPA
- UNIS CITÉS
- L'UNION NATIONALE DE L'INFORMATION JEUNESSE



Comme ils disent à Sarlat...

AU LENDEMAIN DU PLUS GRAND CARNAGE QUE LE MONDE AIT JAMAIS CONNU, GEORGES HENEIN ÉCRIVIT : « *Au point auquel nous ont portés les derniers développements de la politique et de la guerre, il est indispensable d'affirmer que le bien-fondé d'une cause doit se juger, essentiellement et d'abord, sur les moyens qu'elle met en œuvre.* » Ce mois d'août de 1945, qui marqua la victoire de toutes les bonnes intentions contre le fascisme, fut une occasion de se demander de quoi cette victoire était faite, mise à part plusieurs villes en ruines, deux explosions nucléaires et un rebond stalinien. Bien que les intentions des adversaires différaient, les moyens employés pour les réaliser pouvaient être et souvent étaient transférés d'un camp à l'autre.

Une guerre peut être menée pour un tas de raisons différentes. Elle peut servir à défendre les intérêts existants. Elle peut être déclenchée par la stupidité féroce de l'exécutif qui tient le doigt sur le bouton rouge dans toutes les démocraties. Elle peut être déclarée par ceux qui cherchent un rayonnement politique dans le monde des « peuples autodéterminés ». Elle peut être clamée au nom du ciel ou d'un bout de terre, et il est inutile de stigmatiser toutes les mauvaises raisons du carnage si c'est pour en trouver des bonnes derrière.

Si la guerre est, comme il est répété jusqu'à n'en plus pouvoir, la continuation de la politique par d'autres moyens, il devrait alors être significatif que c'est dans les moyens que toutes les guerres se ressemblent. Les technologies développées par un camp peuvent être reprises par un autre. Le savoir faire des « tyrans » peut être repris par les démocraties du monde entier. La bombe nucléaire peut être une « arme » à la fois d'un stalinisme laïc et d'une théologie chiite. Comme en témoignent tous les gouvernements de la planète, l'armée elle-même peut être au service de tout et n'importe quoi, y compris des caprices de ses propres haut-gradés. Tout le monde a des bonnes raisons de faire la guerre. Tous les camps ont leur manière spécifique d'expliquer sa nécessité. Des guerres saintes aux guerres contre le terrorisme en passant par les guerres révolutionnaires, il y en a pour tout le monde...

En revanche, ce que la guerre *ne peut pas* être, c'est un facteur d'émancipation pour tous les individus. Sa terreur ne peut qu'accroître, moralement et matériellement, l'emprise du pouvoir sur ceux qui n'en ont pas. Comme l'a souligné la menue partie de l'humanité qui a porté le dégoût pour la guerre jusqu'à ses sources, les temps de guerre ne font que mettre à nu et exacerber les hiérarchies qui régissent la société tout le temps. Les prolétaires des « grandes » guerres du passé étaient envoyés au casse-pipe au profit des minables manipulations de leurs maîtres. Aujourd'hui aussi, les opérations militaires reproduisent, réifient et défendent les rapports sociaux existants, toutes hiérarchies comprises.

Prenons, par exemple, les opérations extérieures françaises (les *Opex* pour les illettrés). Personne ne cache que la France a « des intérêts à défendre » dans les pays lointains. Lorsqu'on y songe, on s'imagine parfois des substances précieuses au fond des mines, des champs du pétrole, des choses inavouables, comme s'il fallait trouver une raison particulièrement diabolique à la guerre pour mieux la stigmatiser. Bien que des matières de tel genre font partie des enjeux stratégiques, il s'agit en réalité le plus souvent de tout ce qu'il y a de plus banal. Le résumé des motivations françaises au Sahel par Michel Goya, une autorité accréditée en

carnage, est ici fort à propos : « *L'action de l'ennemi [au Sahel] a des effets (...) immédiats sur nos intérêts politiques, nos ressortissants (200 000 en Afrique), nos entreprises, notre territoire même, directement par les possibilités d'action à travers la Méditerranée ou indirectement par les phénomènes de trafics, de migrations.* »

Autrement dit, l'armée française est envoyée aux quatre coins du monde pour que continue le cours normal des choses. Pour que les riches continuent à s'enrichir ici et

conduite des armes aériennes. Inutile de dire que les morts sous-traités, moins volontaires que les morts professionnelles, ne rentrent pas dans les statistiques françaises.

Le développement des technologies de meurtre, loin de dépasser les boucheries au sol, les favorise. On oublie souvent que tous les conflits



Du bon usage du mal

Le carnage commence à inspirer par trop d'horreur ; portons vigoureusement le tribut de notre dégoût à la cause dont il est effet.

Michel Franssen, *L'Action antimilitariste* du 15 janvier 1905

là-bas, mais aussi pour protéger les citoyens des hordes de barbares qui menacent d'enfoncer les portes de la vie civilisée. Les objectifs politiques de la guerre au Sahel, loin d'être diaboliques, sont tout ce qu'il y a de plus *ordinaires*. Ils font partie du simple calcul que l'État sait bien faire – entre le coût de la gestion des migrants sur place, par exemple, et le coût de sa délégation aux États un jour stabilisés du G5S. Dans ce sens, les opérations militaires font partie de la gestion plus large des rapports sociaux, fondés sur les séparations qu'on connaît déjà (citoyen vs. étranger, riche vs. pauvre, etc), ainsi que sur le patchwork qui en résulte (réfugié vs. sans-papier, travailleur vs. chômeur, etc). La particularité de l'action militaire réside seulement dans les moyens particulièrement violents qu'elle emploie pour cette fin.

Les formes contemporaines de combat peuvent tromper quant à la nature des moyens en question. À commencer par l'armée de métier qui a remplacé l'armée hybride (faite de professionnels et de conscrits) après la suspension du service militaire en 1997. En France, depuis que plus personne n'est *obligé* de tuer, non seulement l'opposition à la guerre, mais la conscience même de son existence semblent avoir les pieds coupés. C'est vrai que l'armée française est aujourd'hui réduite à un appareil de moins de 300 000 âmes qui partagent l'ennui terrible du meurtre comme service public. La poussière dans les yeux provoquée par la chute du mur de Berlin voudrait que le modèle euro-américain qui favorise des petites unités professionnelles passionnées par l'art de tuer – et d'être payées à cette fin – soit le résultat d'un déclin des tueries. Mais il n'en est rien. Depuis les années 1990, le carnage ne fait que s'accroître, à commencer par les guerres du Golfe, du Rwanda, du Liban et des Balkans pour ne citer que les plus connues... Plutôt qu'une conséquence de la paix terrestre, la suspension du service militaire est donc le résultat d'un simple calcul de coûts et de profits : le métier de la guerre est en ce moment moins coûteux et plus efficace que la conscription – bien que celle-ci puisse être recyclée dès que les haut-gradés en ressentiront le besoin.

En attendant, et dans la mesure où la guerre est une question d'alliances, les alliés sont souvent des organisations militaires qui ne reculent pas devant l'enrôlement par la force. Concrètement, cela veut dire que la conscription, et le carnage qui s'ensuit, sont loin d'être exclus des guerres menées par des pays, comme la France, dont l'armée est professionnelle. Les forces kurdes (YPG), par exemple, qui ont été indispensables au sol pendant la destruction de Raqqa et de Hajin, réquisitionnent tout homme – et, à défaut, femme – entre 18 et 30 ans dans les territoires « libérés » pour un service militaire de neuf mois. Il est évident que le combat au sol, auquel touche rarement l'armée de métier, est plus sanglant que la

armés se déroulent depuis soixante-quinze ans à l'ombre des bombes nucléaires. Les guerres par procuration qui prolifèrent partout dans le monde sont les moyens « sûrs » pour les grandes puissances nucléaires de s'affronter sans déclencher un armageddon généralisé (bien que cela n'empêche pas certains écervelés au pouvoir de penser le contraire). À ce compte là, ce ne sont pas les drones ni les robots tueurs qui vont changer la face de la guerre, comme il est souvent affirmé par des commentateurs en quête d'extravagance. Depuis 1945, l'année qui a donné un aperçu de ce que ce serait qu'une guerre nucléaire directe, ceux qui tiennent ce monde en otage s'affrontent par le biais d'un fourbi de relais : il s'agit tantôt des petites armées nationales, tantôt des organisations militaires irrégulières, et tout cela pour une belle guerre « civile » mondiale qui n'en finit plus.

Au vu de ce chaos militaire minutieusement recherché par des millions de chercheurs, les formes contemporaines de combat ne sont en réalité ni nouvelles, ni plus propres, ni incompatibles avec d'autres formes de carnage. Testées massivement pendant la guerre d'Algérie, développées depuis des décennies en Israël, elles prédominent dans l'opération Barkhane au Sahel, mais sont loin d'être uniques, que ce soit en Afrique occidentale ou ailleurs. Leur aspect sécuritaire donne parfois l'impression qu'il s'agit d'opérations de police plutôt que de guerres « comme dans les films ». Mais ni la fusion officielle entre la défense et la sécurité, ni la dominante « asymétrique » des combats contemporains ne les rendent moins sanglants. Dans la pratique, il s'agit d'un mélange de sabotage, de raids rapides, d'opérations auprès des populations civiles, parfois de terrorisme (si si, c'est assumé), mais aussi du bon vieux massacre au sol et des frappes aériennes. Concernant la nature « ciblée » de celles-ci (plus de 14 000 depuis 2014 en Irak et en Syrie), les images de ruines après les récentes opérations à Mossoul, à Raqqa et à Hajin en donnent le goût si âcre que même des militaires émettent parfois quelques doutes quant au sens de leur « utilité » (voir l'affaire Legrier et son commentaire sur la bataille d'Hajin). On pourrait aussi songer, de manière plus ordinaire, aux civils qui deviennent monnaie d'échange entre les adversaires, au fait que frapper les « populations locales » pour susciter la terreur peut être – et souvent est – utile pour tous les partis, et que même quand ce n'est pas utile, tous ces gens *sans valeur* sont méthodiquement soumis au hasard du mortier.

Les seuls qui s'en sortent plutôt pas mal sont les pioupiou des grandes puissances technologiques qui ont le privilège de considérer la mort comme un accident terrible. Mais l'attribuer uniquement à la supériorité technologique, c'est négliger l'importance du calcul politique qui engage

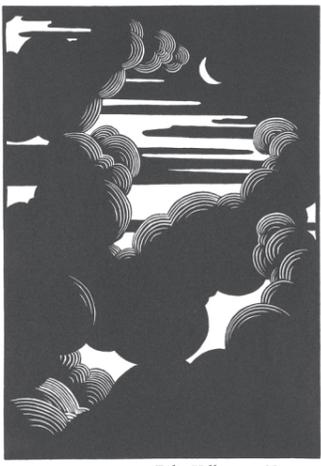
mille groupes armés dans un seul conflit en reléguant les combats les plus risqués à une partie d'entre eux. Le calcul en question permet à la fois d'économiser des morts aux uns et, avec un peu de chance, d'accéder au pouvoir aux autres – sans parler d'une partie du sale boulot dont l'armée sous-traitante peut facilement se laver les mains.

C'est ainsi qu'on en arrive aux guerres « justes » et à la difficulté de les éviter. Car dans le peu d'opposition que rencontre la guerre aujourd'hui, presque personne ne peut s'empêcher de choisir son innocent dans les fils empêtrés des alliances mondiales. On s'attaque avec plus ou moins de verve spécifiquement à l'armée turque, ou israélienne, ou saoudienne, en passant sous silence le parti d'en face. On ne stigmatise pas la guerre, mais *certaines guerres* qui seraient plus particulièrement dégueulasses que d'autres. Comme s'il était possible de déterminer une hiérarchie des guerres et des armées, on va parfois jusqu'à appeler une intervention militaire pour en empêcher une autre.

Si l'on en revient à la question des moyens, la boucle est bouclée, car c'est dans les moyens que tous les camps se ressemblent au point de se confondre. Quel que soit le dessein politique jugé plus juste qu'un autre, les moyens de la guerre rencontrent la même nécessité fatale qui l'a déclenché au départ : la Coalition euro-américaine est *obligée* de raser des villes entières de la même manière que les organisations militaires palestiniennes sont *obligées* de frapper les civils ; les Républicains irlandais sont *obligés* d'accepter l'aide de Kadhafi, les communistes libanais sont *obligés* de s'allier au Hezbollah ; la Résistance est *obligée* de fusiller ses dissidents de la même manière que l'armée française durant la guerre de 1914-1918... Lorsque Annie Le Brun prend le parti de la Croatie (et de l'Otan) en 1991 ou lorsque la quasi-totalité de l'extrême-gauche clame son soutien aux milices kurdes aujourd'hui, c'est dans le sillon de mille conflits déjà tracés, avec une répartition claire des gentils et des méchants. Tous ces exemples, les uns plus caricaturaux que les autres, retracent le destin d'une lutte pour la liberté devenue guerre.

Il suffit de peu pour que le vent change de sens : d'une poignée de meneurs de peuple pour que la révolte des damnés se retourne contre un bloc, une race, une religion ou un autre peuple ; de quelques alliances pour que le mouvement se retourne contre tous les bouleversements qu'il promet.

Mais il va sans dire que dans une société fondée sur la violence, celle-ci n'est pas une question de choix. Comme en témoignent tous ceux qui s'y sont aventurés, la guerre elle-même ne peut pas être combattue la fleur au fusil. L'omniprésence diffuse de la guerre à travers les centres de recherche et de recrutement, à travers les usines de mort, à travers la technologie, les casernes et les camps, est protégée par les hommes et les femmes armés. Peut-on porter des coups à cette machine de mort sans que les moyens ne prennent le dessus de la liberté qu'on cherche ? *Une autre guerre est-elle possible ?*



Felix Vallotton, Nuages

Oui ! conscrit, dès ta plus tendre enfance les classes dirigeantes se sont ingénérées à l'inoculer le virus du patriotisme ; par une éducation mensongère et hypocrite elles t'ont persuadé que l'ennemi c'était l'être qui était né au-delà des lignes conventionnelles que la main des fourbes traça. Trop naïf pour voir la fausseté de leurs allégations, tu as cru aux sophismes de ces bandits, alors qu'en réalité :

L'ennemi c'est notre maître.

Pour le trouver, ce maître, ne jette point les yeux par-dessus les frontières abhorrées, vois-le près de toi : c'est l'exploiteur que tu nourris de ton travail et qui, en échange, te gratifie de coups, encore des coups, toujours des coups.

Non, il n'est pas vrai que tu doives considérer comme ennemi le frère de misère de l'extérieur : c'est un exploité comme toi, il a droit à toutes tes sympathies et tu ne dois plus participer à ces

abominables tueries fratricides qu'exaltent nos maîtres.

Non, il n'est pas vrai que sa présence dans ce que, pompeusement, on appelle la patrie, est la cause de l'avilissement de ton salaire ; la cause en est directement au monstrueux système économique qui nous régit ; ce frère de misère est, comme toi, obligé d'en subir les dures contraintes.

Laisse les maîtres agiter le spectre de la « Patrie menacée », que l'important leurs jérémiades et leurs lamentations, ce patriotisme de battage, orné de phrases ronflantes, ne parvient pas à cacher la cupidité de leurs appétits ; l'armée leur est nécessaire pour maintenir leurs privilèges économiques ; c'est sur elle, sur sa force brutale qu'ils assurent leurs prérogatives et leurs vols.

Par elle aussi, sont tenus en respect les « Barbares du dedans » que sont les frères de misère.

Eugène Merle, Action antimilitariste, 1905

Les sentiers de la gloire

En France, où pourtant les militaires ont tous choisi de l'être, les armées comptent en moyenne deux mille désertions chaque année depuis dix ans (le rapport n°2303 de l'Assemblée Nationale en parle en jolis termes de « soucis de fidélisation » au sein des rangs de l'armée). De nombreuses jeunes recrues passent en procès chaque année, risquant toujours la prison pour avoir trouvé mieux à faire que de rentrer de permission (la majorité des procès se soldent par des peines de plusieurs mois de prison avec sursis). Il faut ici rendre à César ce qui lui appartient : c'est l'opération Sentinelle qui aura provoqué le plus de « démissions » (en langage militaire, de désertions) – et de dépressions – parmi les militaires du rangs. Hip hip hip pour Hollande qui avait lancé cette opération après sa déclaration « La France est en guerre », le 16 novembre 2015. Bon, pour les français, on a une proposition : au lieu de risquer le sursis pour désertion, ne vous engagez pas, ce sera plus simple pour tout le monde !

Mais pour les autres ? La conscription obligatoire reste de mise dans de nombreux pays. Certains pays qui l'avaient abolie l'imposent à nouveau depuis quelques années (comme en Suède ou au Maroc) ; d'autres s'y accrochent par voie de référendum (c'est le cas en Suisse). S'y soustraire, c'est souvent risquer gros : la

déchéance de certains droits, la prison ou l'exil. En France, les mots « déserteurs » ou « insoumis » semblent appartenir à un lointain passé, exotique à force de n'être qu'en noir et blanc. Pourtant il existe encore et toujours, tout autour du monde, des hommes et des femmes qui refusent de se soumettre à l'armée. En Israël, où l'objection de conscience n'existe pas (elle est parfois tolérée pour les femmes), les *Refuznik* se succèdent depuis des années dans les prisons, pour des périodes de quelques jours à quelques mois. Pacifistes convaincus et opposants à certaines politiques du gouvernement y côtoient ceux qui ont voulu échapper au service « simplement » parce qu'ils pouvaient gagner plus d'argent, ou vivre une histoire d'amour, ou ne pas se lever à l'aurore... en étant dehors. En Corée du Sud, la reconnaissance de l'objection de conscience est toute neuve, elle date de la fin de l'année 2019. Mais ceux qui se sont battus pour sa reconnaissance en sont pour leurs frais : au lieu de passer dix-huit mois emprisonnés pour insoumission, ils risquent à présent trois ans d'une sorte de « travaux d'intérêt général », au sein de ces mêmes prisons ou d'autres « établissements correctionnels ». Des milliers de jeunes Érythréens, Turcs, Afghans... fuient le service militaire obligatoire, préférant un parcours infernal de migrants à la caserne

et à la guerre. Cela vaut également pour les Kurdes qui refusent de servir les YPG (les unités combattantes kurdes) malgré le service obligatoire – n'en déplaie à tous ceux qui voient dans le Kurdistan la promesse d'une aube nouvelle.

Mais parfois le récit de drames est remplacé par celui de luttes. Au Chili depuis quelques mois l'armée connaît une crise du recrutement : les jeunes tirés au sort, qui doivent obligatoirement effectuer leur service militaire, refusent massivement de s'inscrire aux centres de recrutement (dans certaines villes, les taux de refus dépassent les 80%), notamment en essayant d'invoquer les raisons légales d'exemption. Mais en novembre dernier, ces recours légaux ont été accompagnés non seulement par des rassemblements en protestation, mais aussi par des barricades et des incendies qui ont mené à la fermeture de deux centres, celui d'Antofagasta et celui de Puerto Montt.



Alfred Jarry
Véritable portrait de Monsieur Ubu,
1896

Le besoin de cadre et la peur de la liberté

Il n'a pas de besoin plus urgent que celui de trouver quelqu'un aux pieds de qui il puisse déposer, aussi vite que possible, ce don de la liberté avec lequel, créature infortunée, il est né.

Dostoïevski, *Les frères Karamazov*

nostalgie pour les « liens » familiaux ou communautaires, Fromm essaie de comprendre les sources de la soumission à l'autorité qui a fait ses ravages tout au long du XXème siècle – et qui a l'air bien partie pour le XXIème aussi.

Avec la désintégration des liens traditionnels qu'a apportée l'évolution du capital industriel, l'individu se trouve dépourvu des anciens repères sans que de nouveaux les remplacent pour autant. « *L'individu effrayé est à la recherche de quelqu'un ou de quelque chose à qui s'attacher ; il ne peut pas supporter plus longtemps d'être son propre Moi individuel, et il essaie éperdument de s'en débarrasser et de se sentir à nouveau en sécurité en éliminant ce fardeau : le Moi.* » Ce mécanisme de fuite peut aboutir à une recherche de soumission ou de domination, ou, selon les mots de l'auteur, à des tendances masochistes ou sadiques.

Ainsi « *[l]annihilation du Moi individuel et la tentative de dominer ainsi l'insupportable sentiment d'impuissance ne sont qu'un aspect des aspirations masochistes. L'autre face est la tentative de devenir un élément d'un ensemble, extérieur à soi, plus grand et plus puissant, de s'y fondre et d'y participer. Cette puissance peut être une personne, une institution, Dieu, la nation, la conscience ou une compulsion psychique. En devenant une partie d'une puissance perçue comme incontestablement forte, éternelle et*

séduisante, on participe à sa force et à sa gloire. On abandonne son propre Moi et l'on renonce à toute la force et la fierté liées à lui, on perd son intégrité en tant qu'individu et l'on abandonne sa liberté ; mais on gagne une nouvelle sécurité et une nouvelle fierté en participant au pouvoir dans lequel on s'immerge. On gagne aussi une sécurité contre la torture du doute. Si son maître est une autorité extérieure ou si elle a intériorisé le maître en tant que conscience ou compulsion psychique, la personne masochiste est épargnée par la prise de décisions, par la responsabilité finale de son propre destin, et ainsi, épargnée par le doute de la décision à prendre. Elle est aussi épargnée par le doute du sens de sa vie ou par le doute de « qui elle est ». La relation au pouvoir auquel elle s'est liée répond à ces questions. Le sens de sa vie et l'identité de son Moi sont déterminés par le plus grand tout dans lequel le Moi s'est immergé. »

De manière générale, on conseille la lecture du bouquin, qui peut apporter d'intéressants éléments sur la question de cet étrange penchant pour la servitude volontaire (voir aussi La Boétie!). D'autant que l'auteur conclut tout de même sur la capacité de l'individu à accéder à une liberté positive, à des pensées originales (c'est-à-dire, à ses pensées propres) et à une indépendance d'esprit et d'action.

Tout n'est pas perdu !

Au cours de la rédaction de ce numéro, nous avons pris connaissance de nombreux témoignages de jeunes membres de l'Épide (voir *La gâchette et l'acnée* en deuxième page) ou de militaires – qu'ils soient encore sous les drapeaux ou non – justifiant leur engagement par leur « besoin de cadre ». Cette formule est entendue bien plus souvent que tout ce qui relèverait de valeurs militaires comme la défense de la patrie, le sacrifice de soi ou le diable sait quoi. Quelle est cette pulsion si commune qui pousse les individus à se soumettre à l'abrutissement total dans la hiérarchie militaire ? Quel est ce besoin primordial de se livrer à l'obéissance aveugle ?

On pourrait mobiliser tout le raisonnement sociologique pour lier cette phrase à tel ou tel aspect de la société : l'incertitude de l'avenir professionnel, social et environnemental qui pèse de plus en plus ; le cadrage extrême qui, de l'école maternelle à l'entrée sur le marché-du-travail, formate à déléguer sa pensée à plus puissant que soi ; etc. Mais on dirait qu'on vise toujours quelque peu à côté et que quelque chose de fondamental échappe. À savoir le fait que les individus ne sont ni des êtres rationnellement programmés à chercher leur propre bien-être matériel, ni des automates qui répètent méthodiquement tout ce que l'école leur a appris. Même si le problème de la liberté, et encore moins le problème de l'armée, ne sont pas des questions psychologiques, il y a quelque chose de très intime qui pousse les gens à abdiquer devant leur propre individualité.

Dans *La Peur de la liberté*, Erich Fromm analyse la fuite compulsive devant la liberté. Sans aucune

Le déserteur

Boris Vian

Monsieur le Président
Je vous fais une lettre
Que vous lirez peut-être
Si vous avez le temps

Je viens de recevoir
Mes papiers militaires
Pour partir à la guerre
Avant mercredi soir

Monsieur le Président
Je ne veux pas la faire
Je ne suis pas sur terre
Pour tuer des pauvres gens

C'est pas pour vous fâcher
Il faut que je vous dise
Ma décision est prise
Je m'en vais déserteur

Depuis que je suis né
J'ai vu mourir mon père
J'ai vu partir mes frères
Et pleurer mes enfants

Ma mère a tant souffert
Elle est dedans sa tombe
Et se moque des bombes
Et se moque des vers

Quand j'étais prisonnier
On m'a volé ma femme
On m'a volé mon âme
Et tout mon cher passé

Demain de bon matin
Je fermerai ma porte
Au nez des années mortes
J'irai sur les chemins

Je mendierai ma vie
Sur les routes de France
De Bretagne en Provence
Et je dirai aux gens :

Refusez d'obéir
Refusez de la faire
N'allez pas à la guerre
Refusez de partir

S'il faut donner son sang
Allez donner le vôtre
Vous êtes bon apôtre
Monsieur le Président

Si vous me poursuivez
Prévenez vos gendarmes
Que je n'aurai pas d'armes
Et qu'ils pourront tirer

ou :

Si vous me poursuivez
Prévenez vos gendarmes
Que je tiendrai une arme
Et que je sais tirer



De Passage est écrit sur la table de la cuisine et diffusé à l'huile de coude et de la main à la main. S'il vous semble important que les questions qu'il soulève circulent, faites-les circuler, que ce soit par le biais de cette feuille ou par tout autre moyen. Nous serons, bien entendu, ravis de recevoir des retours – critiques, flatteurs ou les deux à la fois – mais cela n'est pas l'essentiel.

L'essentiel, c'est que le débat non-consensuel se poursuive, avec ou sans nous, contre l'existence des frontières et des rapports sociaux qui les créent.

Si vous souhaitez diffuser *De Passage* autour de vous – au marché, en manif, au bar du coin, dans vos facs et lieux de travail – nous pouvons envoyer des paquets par courrier à la demande.

depassage@canaglie.org / depassage.noblogs.org